

Table des matières.

<u>Introduction :</u>	2
<u>Chapitre 1 : Les ressources des victimes d’abandon de famille :</u>	5
1) Les missions des CPAS en matière de non-paiement de la pension alimentaire :	6
a) Les avances sur pensions alimentaires :	6
A. Les conditions d’octroi des avances sur pensions alimentaires :	6
B. Le montant des avances sur pensions alimentaires :	7
C. Avances et pratique de quatre CPAS :	7
b) Le recouvrement :	8
A. Action subrogatoire :	9
B. Montant à recouvrer :	9
C. Recouvrement et pratique de quatre CPAS :	9
2) Le service des créances alimentaires :	10
a) Historique :	10
b) Le service des créances alimentaires au sein du SPF Finances :	11
A. Les créanciers alimentaires concernés :	11
B. Le recouvrement :	12
C. Les avances :	12
c) Le service des créances alimentaires : quelques chiffres :	13
<u>Chapitre 2 : Définition et évolution législative de l’infraction d’abandon de famille :</u>	14
1) Les deux articles du Code pénal consacrés à l’abandon de famille :	14
2) Définition du concept d’abandon de famille :	16
3) L’évolution de la loi concernant l’abandon de famille :	17
a) La loi du 14 janvier 1928 :	17
b) Evolution du délit : de 1928 à 1963 :	20
c) La loi du 5 juillet 1963 :	22
d) La loi du 31 mars 1987 :	24
e) La loi du 24 avril 2003 :	24
<u>Chapitre 3 : Raisonnement pénal et procédure pénale relatifs au délit d’abandon de famille :</u>	25
1) Cadre légal :	25
2) Les éléments constitutifs de l’infraction :	26
a) L’infraction a pour base la consécration d’une obligation alimentaire légale :	27
b) L’infraction exige le non-respect d’une décision judiciaire définitive :	28
A. Décision judiciaire qui ne peut plus être frappée d’opposition ou d’appel :	28
B. Conventions préalables à divorce par consentement mutuel :	32
c) L’infraction exige le non-paiement pendant 2 mois :	32
d) L’infraction doit avoir été commise volontairement :	33

3) Répression de l'infraction :	34
a) Délit continu et compétence territoriale :	34
b) Peines :	35
4) La procédure pénale :	36
a) juridiction compétente :	36
b) Action civile :	37
A. Dommages et intérêts :	37
B. L'article 391ter du Code pénal :	37
C. La mise en route des poursuites pénales :	38
c) La médiation pénale pour le délit d'abandon de famille :	39
d) La citation par le parquet :	39
<u>Chapitre 4 : Le phénomène du non-paiement des pensions alimentaires :</u>	40
1) L'ampleur du phénomène :	40
2) Le profil des débiteurs alimentaires défaillants :	41
3) Les possibilités de prévention :	43
a) La médiation familiale :	43
b) Le calcul des pensions alimentaires :	44
c) La délégation de sommes :	45
<u>Chapitre 5 : Utilité du droit pénal pour traiter le non-paiement de pensions alimentaires :</u>	46
1) Résultats des entretiens :	46
2) La contribution de A. BERISTAIN :	46
a) Tendances modernes abolitionnistes autoritaires :	47
b) Tendances abolitionnistes modernes anti-rétributives :	47
c) Le point de vue de A. BERISTAIN :	48
3) La contribution de V. JAWORSKI :	48
<u>Conclusions :</u>	50
<u>Bibliographie :</u>	52